



N°19 - Septembre 2014

La coopération transfrontalière : un préalable nécessaire à la réunion

Un texte important est entré en vigueur le 1^{er} mars 2014: *l'accord-cadre sur l'accueil des personnes handicapées*, signé le 21 décembre 2011 entre le gouvernement français et celui de la Région wallonne (*).

La France, en effet, souffre d'un retard considérable dans la prise en charge et l'accompagnement des personnes en situation de handicap physique ou mental. Manque de structures d'accueil, méthodes inadaptées (notamment pour le traitement de l'autisme): la Belgique francophone sort de terre de repli pour de nombreux parents et proches désespérés, venant de toutes les régions. Des progrès sont heureusement en cours, mais il faudra encore quelques années pour atteindre un niveau satisfaisant, comparable au niveau wallon.

De plus, la pénurie française a provoqué un regrettable «effet d'aubaine» pour des investisseurs peu scrupuleux, qui ont créé en Wallonie des structures privées à but lucratif, parfois dénuées de projet pédagogique, appelées par les acteurs du dossier les «usines à Français». Certes, toute généralisation serait excessive, mais la situation justifiait la signature de l'accord.

Celui-ci prévoit des contrôles conjoints franco-wallons, permet la signature de conventions entre les organismes et les établissements chargés du handicap, et met l'accent sur les aspects quatlitatifs et éducatifs.

Il s'agit en l'occurrence d'une nouvelle étape d'un phénomène récent et intéressant. Depuis le début des années 2000, la France a signé plusieurs traités bilatéraux avec l'Etat fédéral ou les entités fédérées belges:

- en matière policière et douanière (2002), et concernant les infractions routières (2008);
- sur la coopération entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (2002);
- avec la région wallonne de Belgique, dans les domaines de compétence de cette dernière (2004);
- avec la Communauté française de Belgique, sur la culture, les arts et l'audiovisuel (2004);
- en matière de coopération sanitaire (2005).

Ces mesures, toutes en vigueur, sont en soi utiles. Mais c'est aussi une façon de travailler ensemble dans l'attente d'une intégration plus poussée. La réunion, si elle se produit, pourra prendre appui sur ces projets.

Pour le moment, tant de choses restent à faire! Par exemple, il manque encore un véritable traité relatif à l'éducation et à l'enseignement supérieur, qui organiserait les équivalences de diplômes, ainsi que le flux des étudiants français vers les facultés belges (médecine humaine et vétérinaire notamment).

Une (petite ?) bombe dans Le Soir

Fin connaisseur du mouvement flamand, l'historien Bruno De Wever est aussi le frère de Bart, dont il ne partage toutefois pas du tout les thèses indépendantistes. Les propos qu'il a tenus dans *Le Soir* du 25 août 2014 en sont d'autant plus rétents... et assourdissant, le faible écho qu'ils ont reçu dans le monde politique et médiatique.

Si on ne parvient plus à former un gouvernement fédéral, «la Belgique devra être organisée autrement», souligne Bruno De Wever. «Quid alors de Bruxelles?», l'interroge le journaliste. Et Bruno De Wever de répondre: «En cas d'indépendance, la Flandre perd de toute façon Bruxelles. La N-VA le sait très bien, je pense. Selon moi, ils ont déjà laissé tomber Bruxelles.»

Soleil Vert

Voulez-vous manger du bœuf aux hormones, du poulet lavé au chlore, du soja et du maïs transgéniques? Telle est la question que posait le maire de Grande-Synthe (département du Nord) dans l'édition de 20 heures du journal de France 2 du 17 mai 2014. Au cas – hélas de plus en plus probable – où l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique serait conclu, ratifié et mis en œuvre, les multinationales pourraient traduire en justice les autorités publiques coupables de «fausser la libre concurrence» par l'imposition de normes sanitaires et environnementales strictes. Le maire de Grande-Synthe serait, dès lors, contraint d'abandonner le marché des cantines scolaires aux fournisseurs les moins regards. La malbouffe deviendrait alors le quotidien des enfants. Comme de nous tous: on doute que les grandes surfaces proposent à des prix démodatiques, c'est-à-dire abordables au commun des mortels, autre chose que les crasses fabriquées à bas coût par l'industrie agro-biochimique.

Daniel Lanier

Supplément à
«4 millions 7»
Septembre 2014

Éditeur responsable:
Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65.
1170 Bruxelles

Comité de rédaction:

Cédric Chopin, François Delif,
Paul Durieux, Jean-François Goosse, Jacques Lenain,
Jean-Paul Roos

(*) : Décret wallon du 13 avril 2013; loi française du 13 novembre 2013 et décret du 10 mars 2014.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au journal officiel de la République française en 1990.

Cédric Chopin



Ceci n'est pas du chauvinisme (*)

Voilà, c'est fini l'ivresse. Une fois que les dieux du stade ont chuté, le ciel est vide et bontemps la gueule de bois. Adieu les rêves de grandeur, mais... non, en Belgique, on veut prolonger les bons moments. Les Diables rouges cristallisent tout ce qu'il reste de la nation belge. Alors, même si l'équipe a parfois déçu les observateurs neutres, on la porte aux nues, avec la conviction qu'elle sera bientôt la meilleure du monde. On se l'arrache, on la vampirise, on savoure à l'avance un moment de grâce, on reste en apesanteur aussi longtemps qu'on peut, dans le déni vertigineux d'une Belgique en phase d'implosion.

Cela vaut peut-être mieux que d'imploser en plein match, comme le Brésil, dont l'effondrement laisse un pays KO, confirmant, si besoin en était, que la coupe du monde de football est bien plus qu'un jeu, bien plus qu'une fête, et que les joueurs portent une responsabilité qui, parfois, les écrase.

Les Diables rouges ont du talent et leur popularité est réelle en France (où plusieurs d'entre eux ont pris leur envol), mais les supporters belges s'y attachent avec une jalouse féroce. On ne rigole pas avec la fierté d'un pays qui peut disparaître. Aux yeux des Belges, illuminés par ces étoiles, tout est déjà en place pour qu'une équipe de légende écrive un nouveau roman national, une épopee, l'histoire d'une conquête, et malheur à celui qui oserait douter des idoles autour desquelles la Belge entière est appelée à communier: Wilmots, Kompany, Hazard, Courtois... Ces héros magnifiques eux-mêmes appartiennent au peuple belge et, ce 7 juillet, on les a poussés, bon gré mal gré, à entrer dans une joyeuse farandole à leur retour du Brésil. La politique s'en est mêlée et la presse a dénoncé le peu d'empressement des joueurs à plonger dans la foule après une élimination qui ils ressentent comme un échec. Faut maintenir le public belge à bonne température...

Cet engouement qui traverse la société belge, c'est aussi le résultat du battage médiatique et de l'exploitation commerciale du phénomène «Diables rouges», cela n'a fait que rendre les Belges un peu plus dingues de leur équipe. A partir de maintenant, plus question de lâcher les Witsel, De Bruyne, Fellaini... c'est la fête en permanence. Où commence la manipulation des masses?

Ce pays, dont l'avenir politique est très incertain, bascule volontiers dans les émotions collectives. Il y a comme une exaltation qui surcompe un doute existentiel. On se retiendra de généraliser, bien sûr, il faut nuancer. La confusion entre le football et la politique est surtout francophone. En Flandre, on peut supporter les Diables rouges et voter pour la N-VA dont les représentants s'exciteraient davantage avec une équipe nationale flamande. Il va de soi, par ailleurs, qu'il y a des supporteurs plus enivrés que d'autres, avec un niveau d'abrutissement très variable aussi, dans ce cocktail de passion guerrière et de grand carnaval. La fête n'a pas le même sens pour tout le monde. Compensation narcissique, défoulement populaire et dérapages en tout genre: la victoire, ici comme ailleurs, n'a pas que des effets glorieux.

Il ne faut pas bouder sa joie d'avoir une équipe de football compétitive, elle donne à la Belgique un sentiment d'exister que seul le football peut lui donner. Par les temps qui courent, cela tient déjà du miracle, et il est normal que les Belges, en bons supporters, cèdent à la passion d'une identité collective où se bousculent toutes les formes de l'affirmation de soi. Cela ne vole pas toujours très haut. Les Belges ont bien sûr le droit d'avoir des réactions très ordinaires, mais cela ne leur ferait pas de mal de s'en rendre compte. Ou peut-être que si.

«La si douce Belgique, dont le sentiment national est habituellement inversément proportionnel aux scores de la N-VA, donne, à l'occasion de cette Coupe du Monde au Brésil, le spectacle de cette ivresse du 'nous dans laquelle même les esprits les plus avertis sombrent avec délice, du déchaînement sans retenue d'un chauvinisme que l'on disait réservé aux autres et en particulier à ces si arrogants voisins français. C'est même cela qui est

étonnant: la Belgique est un pays comme un autre, contrairement à ce qu'il [le Belge] aime à croire. Dès que l'occasion fait le larron, il est chauvin, nationaliste, arrogant, sans aucun sens de cette fameuse 'autodérision' dont on a fait de ce côté-ci du Quiévrain un traité de caractère national qui n'est réservé qu'aux Belges 100 % d'origine...» Nous allons le voir, pour avoir osé de tels propos dans la Libre, Jean Quatremère, le correspondant de Libé à Bruxelles, a été repris de volée par le rédacteur en chef du journal bruxellois.

Jean Quatremère est l'homme par qui le scandale arrive. Il en avait déjà consterné plus d'un l'année passée en brossant un portrait peu complaisant de la ville où il travaille: «Pour les fortunes françaises désireuses de fuir l'impôt hexagonal, Bruxelles a deux atouts: son climat fiscal et sa proximité... Cette proximité est même une nécessité si l'on veut préserver son moral, car... le choc de l'arrivée à destination risque d'en laisser plus d'un sur le carreau tant la capitale belge est laidie et sale... Pour décrire ce n'importe quoi qu'est devenue, depuis la fin des années 50, la capitale belge, les urbanistes ont inventé un terme...» Pas sûr que son avis sur Bruxelles ait changé mais, ici, dans le contexte inhabituel de la coupe du monde de football, ce qui a surpris Jean Quatremère, c'est un inconfort de nature bien différente: «Il est pénible d'être français en Belgique en ce moment.»

Ce qui frappe, en effet, chez le supporteur belge francophone, c'est son besoin d'exister par rapport à la France. Rien, dans le déroulement de la coupe du monde, ne l'incitait à faire une fixation sur la France et les Français, si ce n'est qu'il en partage la culture à tous les étages, qu'il regardé la télévision française en n'étant pas de France, avec ce que cela suppose de vague sentiment d'exclusion compensé par la joyeuse affirmation de sa différence, souvent crispée, tendue, parfois agressive et croquignolesque, pour ne pas dire imbécile. Il y a bien sûr une rivalité naturelle entre des collectivités géographiquement et culturellement si proches, mais on touche ici à un réflexe, encouragé par les médias, qui pourrait nuire à la réflexion politique en Wallonie. La libération d'une parole francophone, dans un contexte où le sentiment d'appartenance est exacerbé, révèle un des problèmes de l'identité belge. Alors que la Flandre, presque étrangère, a de la Belgique une conception très différente de la sienne, le Belge francophone s'arc-bouté sur ce pays déliquescent pour maintenir la France à distance.

À part Jean Quatremère, il semblerait que les Français de Belgique aient fait le choix de ne pas relever ce goût pour l'invective antifrançaise. Mieux: au journal *Le Soir*, François Tron, l'ancien directeur de France Télévisions (devenu en 2008 le directeur des programmes télé à la RTBF) a conforté la (relative) francophobie ambiante en déclarant que «les Français sont chauvins mais, dans le cas des Belges, je préfère parler de fierté car le chauvinisme induit de la mauvaise foi, des excès et un certain manque d'élegance». On ne saurait pourtant mieux définir ce que chacun a pu lire sur les forums des médias belges: «de la mauvaise foi, des excès et un certain manque d'élegance», en particulier quand il sagissait de la France. Insignifiant, peut-être. En tout cas, pour le Français Benjamin Nicaise, ancien joueur de Mons et du Standard, devenu consultant de la RTBF, il ne faut pas confondre un Belge et un Français: «Le Français est un chauvin provocateur et hautain, plus arrogant parce que cela fait partie de son héritage. Dans le cas du Belge, j'ai l'impression que le chauvinisme est d'abord et avant tout un prétexte pour faire la fête.»

Pas d'accord, insiste Jean Quatremère: «Il n'y a pas de différence. La grande différence, c'est qu'en France ou ailleurs, on ne passe pas son temps à dire qu'on n'est pas chauvins et qu'on est très différents des autres. Le problème de la Belgique, c'est que les gens passent leur temps à dire qu'ils ne sont pas chauvins, pas nationalistes, etc. En réalité, c'est complètement faux. Et c'est pour cela que je m'en moque...»

Évidemment, un Français qui se moque des Belges, c'est un vrai casus belii, faut pas jouer avec ça. Le reste du monde, y compris la Flandre, on ne comprend pas vraiment ce qui s'y dit, mais la France et les Fran-



çais, ces éternels donneurs de leçons, ce sont nos voisins de palier, on leur en ferait bien voir, de temps en temps. Pas étonnant que Francis Van de Woestyne, le rédacteur en chef de la *Libre*, réponde à Jean Quagritte: « Votre dernière chronique m'a laissé des coliques. »

Ceci n'est pas du chauvinisme, comme l'aurait sans doute écrit Maugritte: le Belge est un francophone décomplexé, sympathique, ouvert sur la diversité, jamais bouffi de sa propre importance, et c'est pour ça que les Français l'adore, et c'est pour cela qu'ils l'envient, et c'est pour cela, oui-oui-oui, voilà-voilà. Pauvre B..., comme écrivait Baudelaire qui, sur ce coup-là, aurait mieux fait d'économiser son encré. Au fond, cela ressemble à un combat... de coqs.

Dans la nouvelle configuration du monde, avec une France qui se cherche et une Wallonie peuplée de Belges en état d'hypnose, il serait temps de dépasser ces querelles de voisinage aux accents finalement très... franco-français.

(*) Cet article est extrait du site en ligne de l'Alliance Wallonie-France (AWF).

Georges Régibeau

Le mythe des Éperons d'or

Le mythe de la présence de Namurois et de Dinantais à la bataille des Éperons d'or (1302) est ancien, comme le souligne Jean-François Goosse avec une rigueur universitaire (France-Wallonie-Bruxelles de décembre 2013).

Lors du 700e anniversaire de cette bataille, le quotidien *La Libre Belgique* a publié un article intitulé « *Ça, c'est du belge!* ». Il y a des sociologues comme Michel De Coster et des journalistes qui, croyant faire œuvre d'historien, font en réalité de la propagande. S'il y a une histoire belge là-dedans, on la trouvera dans la présence de chevaliers hennuyers, mais du côté du roi de France!

À Mons-en-Pévèle.

Du point de vue flamand, cette bataille symbolise l'éveil d'une conscience nationale par le rejet de la France, tandis que pour les francophones, gardiens d'une histoire officielle, celle qu'on raconte aux enfants des écoles, c'est la marque d'une solidarité citoyenne d'une Belgique en devenir. Si l'on voulait analyser cet événement sous l'angle de la critique historique, on pourrait utilement s'appuyer sur la volonté du vassal le plus riche du royaume de s'affranchir de son suzerain en se rapprochant de l'Angleterre. Et ce qu'on n'enseigne pas ici, désinformation obligé, c'est que les troupes du roi de France ont défait celles du comte de Flandre deux ans plus tard (1304)

L'endoctrinement par la désinformation, nous le subissons depuis notre enfance. Cela commence par la guerre des Gaules, pour laquelle l'enseignement retient les six ou sept tribus de *Belgæ* (*fortissimi*, les plus courageux, mais aussi les plus rustres, selon César), qui résisteront à Rome, alors que le territoire des *Belgæ*, présenté comme la future Belgique, s'étendait du Rhin jusqu'aux rives de la Seine. Ce n'est jamais fini. Aujourd'hui, le ministre Magnette affirme se sentir, en tant que Wallon, plus proche de l'Allemagne que de la France.

Le dénominateur commun de toute cette falsification est le rejet de la France par les institutionnels, soucieux de conserver leurs acquis, France vers laquelle les regards du peuple wallon se tournent naturellement.

Jean Dufrane

Petite histoire révélatrice (*)

4 AOÛT 2014 à 14 H 00, j'arrive à la place Saint-Lambert. Je l'atteins noire de monde, mais n'y trouve que quelques badauds intéressés par les animations proposées au public.

Celui-ci est déjà rassemblé derrière les barrières Nadar qui vont du palais des Princes-Evêques à La Violette, l'hôtel de Ville de Liège. La foule est évaluée à trois ou quatre mille personnes qui attendent sagement le passage du Président de la République française, du Roi et de la Reine des Belges.

Ce rassemblement n'a rien à voir avec la liesse de la foule lors de la remise officielle de la Légion d'Honneur par le Président Poincaré le 24 juillet 1919, ni même avec la ferveur des visites des Présidents Pompidou et Mitterrand à la bonne ville de Liège. L'objet des conversations du public est de savoir si les personnalités parcourront la route à pied ou en voiture. Le service d'ordre, bon enfant mais très attentif, est bien en peine de répondre à cette question.

Je jette quelques regards pour repérer des visages connus puis demande à une hôtesse un petit drapeau français et belge. Celle-ci me répond qu'elle n'a plus de drapeau français. J'enfouis mes mains dans une caisse à drapeaux belges que porte une sympathique jeune fille afin d'y dénicher malgré tout quelques drapeaux français égarés. Certes, ils sont dépourvus de leur hampe, mais il ne faut guère d'imagination pour remplacer un peu de noir-jaune-rouge par du bleu-blanc-rouge. Ce détail me pousse à y regarder de plus près.

Les organisateurs ont bien fait les choses. La prudence n'est-elle pas la mère des vertus?

1. On a commandé beaucoup plus de drapeaux belges que de drapeaux français.
2. Si les drapeaux belges sont collés à la hampe, les français coulissent dans celle-ci et tombent sur la chaussée lorsqu'on les agite.

3. La taille est différente: 205 x 114 mm pour les uns contre 180 x 100 mm pour les autres.

Sur les écrans géants de la RTBF, l'impression est saisissante. Le noir-jaune-rouge domine nettement le bleu-blanc-rouge alors que la plupart des spectateurs ont en mains un drapeau belge et français.

Si les écrans diffusent de belles images, l'amplification est en panne et nous sommes privés des discours des différents intervenants.

Des sympathisants bien placés nous ont dit par après que le président Hollande avait eu l'audace de dire son bonheur de prendre la parole à Liège, la plus francophile de toutes les villes de la déjà très francophile Wallonie, ajoutant qu'il était conscient qu'en disant cela, il n'allait pas se faire que des amis.

Philippe Ier, Mathilde et François Hollande se partagent les applaudissements et les cris de la foule et prennent un plaisir évident au bain de foule, la Reine et le Président français étant de toute évidence beaucoup plus à l'aise dans ce genre d'exercice que le Roi.

Le passage de la Patrouille de France au-dessus du Perron liégeois est un autre moment où les applaudissements fusent. Après la cérémonie, la descente des marches de l'hôtel de Ville par Elio Di Rufo retient mon attention. Tout sourire et les bras levés, il partage les applaudissements et les coups de sifflet à parts égales. C'est le seul à avoir esuyé des coups de sifflet. Il faut reconnaître que son attitude était pour le moins provocatrice.

Il ne nous reste plus qu'à nous attabler place du Marché pour boire un verre entre amis.

Paul Durieux

(*) Cet article est extrait du site en ligne de l'Alliance Wallonie-France (AWF).



Nouvelle universalité de la langue française

Jean-Paul Roos a dressé le compte rendu d'une conférence donnée à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique par Bernard Cerquiglini, diplômé de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé de lettres, professeur à l'université Paris VIII (et à l'ULB pendant dix ans) depuis 2007, recteur de l'Agence universitaire de la francophonie.

En 1783, alors que le français était la langue universelle (entendez: européenne) de la diplomatie et qu'on lui prédisait le même avenir dans le domaine des sciences, l'Académie de Berlin, dont les travaux se déroulaient en français, décerna un prix à deux lauréats pour une dissertation sur le thème «Pourquoi le français est-il une langue universelle?».

L'un de ces lauréats était Johann Christoph Schwab, qui voyait entre autres causes de la domination du français les victoires de Louis XV et le prestige des écrivains et des philosophes. Soit dit en passant, Schwab était visionnaire: il prédisait un grand avenir à l'anglais des États-Unis, indépendants depuis quelques années seulement.

L'autre lauréat était Rivarol, qui expliquait la suprématie du français par le fait que, le français étant une langue parfaite, elle impose tout naturellement comme la langue de l'humanité!

Pour confondante que soit cette vision ontologique, elle est restée très vivace jusqu'à aujourd'hui. Rivarolisme naïf: le français serait une langue claire (en quoi est-elle plus claire que n'importe quelle autre?). Rivarolisme modernisé, de gauche: le français serait la langue des droits de l'homme (pourquoi diable?). Rivarolisme revanchard: il faut lutter sans merci contre la prépondérance de l'anglais. Ou encore rivarolisme à l'envers: puisqu'il faut une langue unique et que l'anglais s'est imposé, soumettons-nous à l'anglais.

Il est temps de rompre avec tout cela: le français ne mérite ni cet excès d'honneurs (rivarolisme), ni cette indignité (rivarolisme à l'envers).

Le succès de l'Agence universitaire de la francophonie l'atteste: le français est une grande langue internationale des savants. Il y a des savoirs universels qui s'écrivent en français, mais cette universalité n'est pas exclusive.

Aujourd'hui, la production du savoir est polygénétique et plurilingue: le savoir se produit désormais partout (200 revues scientifiques sont publiées en chinois). La quasi-exclusivité de l'anglais qu'on a connue ces dernières décennies est une source d'appauvrissement.

La production du savoir est aussi réticulaire: elle se fait en réseau. Les savants du monde entier sont en contact les uns avec les autres. C'est ce qui justifie l'existence d'une organisation comme l'Agence universitaire de la francophonie.

Mais comment expliquer son succès (plus de 800 universités en sont membres)?

Le français est une langue de savoir: elle dispose d'une riche terminologie, d'un théâtre de notions dans d'innombrables domaines, de chercheurs, de savants reconnus ...

Le français est d'autre part une langue construite, savante, ce qui est un atout pour le partage entre savants. Les nombreux ouvrages linguistiques (grammaires, dictionnaires...) la rendent maîtrisable.

Il est aussi une langue protégée et surtout une langue politique. Depuis longtemps, il est protégé par les pouvoirs publics et il entretient depuis des siècles un lien avec le pouvoir: il est la langue qui exprime l'Etat. Il est peut-être même le seul trait commun de tous les régimes politiques qui se sont succédé depuis 1200 ans. C'est ce qui explique la Francophonie, seule association au monde fondée sur une langue: on fait de la politique avec la langue.

L'AUF est aussi un réseau d'universités fondé sur la solidarité, qui trouve son origine dans la collégialité académique. Il s'agit de contribuer, grâce au français, à la «biodiversité» de la science et de soutenir dans les pays émergents l'essor de l'enseignement universitaire, levier du développement.

L'Agence universitaire de la francophonie est donc une fraternité militante des savoirs.

On reparle de la ligne Dinant-Givet La ligne de chemin de fer reliant Dinant et Givet a cessé d'être exploitée dans les années 80; à la fin, elle n'était plus desservie que par des michelines de la SNCF. L'Avenir du 18 octobre 2013 nous apprend que le conseil général du département des Ardennes a réaffirmé sa volonté de voir rouvrir cette ligne, «qui va dans le sens de l'histoire», déclare son président, avant d'ajouter: «Le département est prêt à financer la moitié de l'investissement total, estimé à 25 millions d'euros pour les travaux de réaménagement de tronçon de 22 km», dont 19 se trouvent en Belgique (de Dinant à Heer-Agimont) et 3 en France (de Heer-Agimont à Givet). Ce projet, soutenu de longue date par le RWF, comme par les maires de Givet et de Dinant, devrait faire partie du cahier de revendications du gouvernement wallon à l'égard de la SNCB, «d'autant que les propositions françaises en termes de financement sont tout à fait à l'avantage de la SNCB», ont souligné les FDF de la province de Namur dans un communiqué.

Jean-François Goosse